

## Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

---

**From:** Crosby, Jordan (PS/SP)  
**Sent:** April 30, 2020 11:49 AM  
**To:** Kim, Sabrina  
**Cc:** McKenna, Isabella (PS/SP); Milech, Michael; Zimmerman, Shannon; Khalil, Samantha; Harris, Emily (SPAC/PSPC); Laycock, Tristan (SPAC/PSPC); Davis, Kathleen; [Adam.Austen@international.gc.ca](mailto:Adam.Austen@international.gc.ca)  
**Objet :** RE : Article de Global News sur l'ÉPI

En provenance du SCRS

1. Puisque les conseils en matière de sécurité du SCRS sont considérés comme étant classifiés, les détails connexes ne peuvent donc être divulgués publiquement. Il est cependant important de noter que, dans le cadre de son programme de Filtrage des demandes d'immigration et de citoyenneté, le SCRS fournit des conseils en matière de sécurité à des partenaires comme IRCC et l'ASFC uniquement en vertu de l'article 34 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR). La responsabilité de prendre une décision sur l'admissibilité d'une personne incombe à IRCC ou à l'ASFC. Je vous recommande donc de communiquer avec eux si vous avez d'autres questions.
2. Nous ne pouvons bien évidemment ni commenter, ni confirmer, ni réfuter publiquement les détails de nos enquêtes ou de nos méthodologies.
3. En vertu de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*, le SCRS a le mandat clair de faire enquête sur l'espionnage et le sabotage, le terrorisme, l'ingérence étrangère et le renversement, et nous continuerons à utiliser nos autorisations légales pour veiller à ce que le gouvernement du Canada reçoive de l'information sur ces questions cruciales.

**From:** Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca)>  
**Sent:** Thursday, April 30, 2020 11:43 AM  
**To:** Crosby, Jordan (PS/SP) <[jordan.crosby@canada.ca](mailto:jordan.crosby@canada.ca)>  
**Cc:** McKenna, Isabella (PS/SP) <[isabella.mckenna@canada.ca](mailto:isabella.mckenna@canada.ca)>; Milech, Michael <[Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca)>; Zimmerman, Shannon <[Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca](mailto:Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca)>; Khalil, Samantha <[Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca)>; Harris, Emily (SPAC/PSPC) <[emily.harris@canada.ca](mailto:emily.harris@canada.ca)>; Laycock, Tristan (SPAC/PSPC) <[tristan.laycock@canada.ca](mailto:tristan.laycock@canada.ca)>; Davis, Kathleen <[Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca)>; [Adam.Austen@international.gc.ca](mailto:Adam.Austen@international.gc.ca)  
**Objet :** Article de Global News sur l'ÉPI

Ajout. Pouvez-vous nous faire part des réponses que vos ministères ont envoyées à Global? Je vois quelques citations.

J'aimerais avoir plus de détails à ce sujet. N'hésitez pas à m'appeler, au besoin.

- M. O'Toole a déclaré savoir « pertinemment » que de hauts fonctionnaires canadiens avaient été avertis en janvier que la Chine accumulait de grandes quantités d'ÉPI. Mais au lieu de réagir à la menace, le gouvernement du Canada a plutôt envoyé 16 tonnes d'équipement en Chine.
- Entre-temps, le 26 janvier, le consulat général de la Chine à Montréal a créé une équipe d'intervention d'urgence pour sécuriser de l'équipement de protection individuelle pour la Chine, en plus d'avoir [traduction libre] « communiqué avec plus de 10 représentants du gouvernement canadien de trois paliers différents ».
- M. O'Toole estime que les méthodes utilisées par Beijing pour obtenir l'ÉPI et la réponse du Canada doivent faire l'objet d'une vaste enquête nationale lorsque les risques pour la santé liés au coronavirus auront finalement diminué.
- Des groupes du front uni, y compris des membres de la Fédération du Guangdong, distribuent maintenant l'équipement de protection individuelle à d'autres pays et à des « Chinois qui se trouvent à l'extérieur du pays ».

Merci,

Sabrina

**From:** Crosby, Jordan (PS/SP) <[jordan.crosby@canada.ca](mailto:jordan.crosby@canada.ca)>  
**Sent:** Thursday, April 30, 2020 10:56 AM  
**To:** Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca)>  
**Cc:** McKenna, Isabella (PS/SP) <[isabella.mckenna@canada.ca](mailto:isabella.mckenna@canada.ca)>  
**Objet :** RE : Je suppose que vous avez vu ceci

Oui. Ajout.

**From:** Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca)>  
**Sent:** Thursday, April 30, 2020 10:45 AM  
**To:** Crosby, Jordan (PS/SP) <[jordan.crosby@canada.ca](mailto:jordan.crosby@canada.ca)>  
**Objet :** Je suppose que vous avez vu ceci

Des groupes du Front uni au Canada ont aidé Beijing à stocker de grandes quantités de fournitures de sécurité contre le coronavirus

Par Sam Cooper  
30 avril 2020

Tout a commencé à la mi-janvier alors que tous les consulats chinois, au Canada comme ailleurs dans le monde, ont lancé un appel urgent afin d'obtenir des fournitures de sécurité. La Chine, alors aux prises avec un nouveau coronavirus qui sévissait à Wuhan, a lancé cet appel de peur que ce virus soit si mortel et infectieux que ses infirmières et ses médecins manquent d'équipement.

La Chine avait donc besoin d'équipement de protection individuelle (ÉPI).

Selon les données du gouvernement chinois, la Chine a ainsi pu importer 2,5 milliards de pièces d'équipement de sécurité pour faire face à des épidémies, dont plus de deux milliards de masques de sécurité, et ce, en seulement six semaines.

Comme l'ont mentionné plusieurs critiques, dont le député conservateur Erin O'Toole, cette demande a cependant soulevé d'importantes préoccupations.

Il est bien évident qu'à ce moment-là, la Chine cachait l'ampleur de la pandémie, pandémie qui a ensuite représenté une menace pour tous les pays et tout le monde, mais qu'elle prenait des mesures pour obtenir secrètement de l'équipement de protection individuelle à bas prix. Cette opération « clandestine » a eu pour effet de laisser « le monde sans protection ni ÉPI », comme l'a déclaré Jorge Guajardo, ancien ambassadeur du Mexique à Pékin, à Global News.

Puis, en mars, une fois que la COVID-19 eu fait le tour du globe, les pays qui avaient envoyé des masques en Chine en janvier et en février ont dû se livrer concurrence pour réussir à obtenir des masques de la Chine.

MM. O'Toole et Guajardo ont tous deux déclaré qu'à la fin janvier, des sources des milieux manufacturier et militaire avaient averti les gouvernements des pays occidentaux que la Chine semblait s'emparer secrètement de tout l'approvisionnement mondial en ÉPI.

Selon M. O'Toole, malgré ces avertissements, les dirigeants canadiens n'ont rien fait.

[traduction libre] « Une source m'a dit en janvier que les services militaires et d'urgence savaient pertinemment que la Chine était en train de stocker des masques et d'acheter tous ceux sur lesquels elle pouvait mettre la main », a-t-il déclaré dans une entrevue qu'il a accordée à Global News. [traduction libre] « Et nous savons, [...] que dès la fin de janvier et au début de février, tant des hauts fonctionnaires que Travaux publics Canada savaient que la Chine s'était engagée dans une course pour obtenir tout l'équipement de protection individuelle disponible. »

Une enquête menée par Global News a examiné les méthodes troublantes et les acteurs clandestins qu'a utilisés Beijing pour s'approprier clandestinement tout l'approvisionnement mondial en ÉPI en mettant en œuvre une opération effectuée dans tous les pays.

Pour réussir ce tour de force, la Chine a utilisé les voies diplomatiques, les entreprises d'État et les associations communautaires de la diaspora chinoise qui, semble-t-il, seraient de plus en plus nombreuses à subir l'influence du puissant Département du Travail du Front uni (UFWD) du président chinois Xi Jinping.

Et grâce aux réseaux clandestins du Front uni, que l'on retrouve dans les consulats chinois de différentes villes allant de Vancouver à Toronto, de New York à Melbourne en passant par Tokyo, le Parti communiste a pu exhorter des millions de « Chinois qui se trouvent à l'extérieur du pays » à acheter des masques N95 en vrac et à envoyer ces « fournitures rares dont la mère patrie avait besoin » en Chine.

Aussi troublantes que soient les méthodes employées par la Chine, lorsqu'on regarde à la loupe les répercussions de cette opération, on peut voir qu'elles sont encore plus graves que ce qu'on peut imaginer puisque certains organismes qui semblent avoir pris part aux efforts du Front uni au Canada pour se procurer l'équipement de protection incluent notamment des personnes qui, selon des sources de la GRC et du SCRS, ont déjà fait l'objet d'une surveillance ou d'une enquête par la GRC et le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS).

L'opération d'importation de l'équipement de protection orchestrée par la Chine a été décrite par ses médias d'État comme un effort de guerre, en plus bien évidemment, d'avoir été une spectaculaire réussite.

Un rapport publié en avril par le Congrès américain indique qu'entre le 24 janvier et le 29 février, la Chine a augmenté sa production de masques, en plus d'imposer des restrictions à l'exportation aux entreprises étrangères comme Medicom et 3M, respectivement un fabricant canadien et un fabricant américain de masques, qui ont des usines en Chine.

Pendant ce temps, selon les dossiers douaniers de mars 2020 de Beijing, la Chine a poursuivi ses importations et réussi à importer 2,02 milliards de masques de sécurité supplémentaires.

Comme l'indique le rapport, il fallait [traduction libre] « s'assurer d'avoir un approvisionnement national suffisant pour contrer la COVID-19 et tant les bureaux régionaux en Chine (sous la direction de Beijing) que ceux qui se trouvaient à l'extérieur du pays devaient collaborer avec les associations industrielles de la RPC pour s'assurer d'obtenir en priorité des fournitures partout dans le monde ».

L'appel mondial visant à obtenir des masques a ainsi été affiché sur les sites Web de l'UFWD et envoyé aux consulats chinois dans lesquels se trouvent des bureaux du Front uni.

Ces demandes ont été envoyées aux alentours du 14 et du 15 janvier, dates où les autorités chinoises ont reçu des instructions confidentielles de Xi et où toutes les régions de la Chine ont été averties de « se préparer à une pandémie et de prendre les mesures pour y répondre », selon des documents qui ont fuité et ont ensuite été cités dans une enquête effectuée par l'Associated Press. Le personnel qui travaillait dans les hôpitaux avait notamment reçu l'ordre d'enfiler de l'équipement de protection.

M. Guajardo, l'ancien ambassadeur du Mexique à Pékin, a déclaré à Global News que, le 23 janvier, alors que la Chine décrétait le confinement à Wuhan, il savait que Beijing importait massivement de l'ÉPI.

M. Guajardo, qui travaille maintenant dans un cabinet d'experts-conseils à Washington DC., a dit avoir été contacté à la mi-janvier par une source qui travaillait dans la logistique de la chaîne d'approvisionnement au Mexique.

« Son contact lui aurait dit qu'il se passait quelque chose de bizarre, parce qu'il était tout d'un coup submergé par des commandes visant à trouver tous les masques N95 disponibles pour ensuite les expédier en Chine. »

M. Guajardo a donc dit avoir fait quelques vérifications aux États-Unis et remarqué que les stocks d'ÉPI semblaient disparaître « discrètement » des différents points de vente au détail.

« Je me suis alors dit qu'ils étaient en train d'acheter toutes les réserves de masques N95 disponibles dans le monde », a dit M. Guajardo à Global News.

Il était tellement convaincu de ce qu'il avançait qu'il a même envoyé un gazouillis inquiétant le 27 janvier dans lequel il disait qu'il prévoyait une pénurie imminente d'ÉPI en Amérique du Nord.

Chose certaine, lorsqu'il se produit une pénurie de quelque chose en Chine, on en ressent rapidement les répercussions ici. En fait, il n'y a plus de masques chirurgicaux dans la région de Washington D.C. Je suppose que les gens les ont achetés en gros avant de les expédier en Chine ou les vendre à la Chine.

Selon M. Guajardo, la Chine a ensuite commencé en mars à revendre au Mexique les masques qu'elle avait achetés en janvier et en février dernier, mais à un prix 20 à 30 fois plus élevé.

Le Washington Post et CNN ont également indiqué en avril que l'équipement de protection individuelle était désormais vendu à un coût plus de 1 000 % supérieur au prix auquel il était offert au début du mois de janvier.

Comme l'a précisé M. Guajardo, « cette pandémie est devenue compliquée parce que la Chine a choisi de dissimuler de l'information au début de la pandémie » alors que maintenant, « la situation est devenue beaucoup plus complexe parce qu'avec ses multiples achats d'ÉPI, la Chine a laissé le reste du monde sans protection.

C'est en Chine que la pandémie a commencé et maintenant, c'est ce même pays qui en profite. »

M. Guajardo a ajouté que, d'après son expérience avec la Chine, non seulement les masques seront vendus à des prix exorbitants et leur qualité ne sera pas nécessairement conforme, mais en plus, ces ventes seront souvent assorties d'exigences politiques à plus long terme.

Dans son rapport publié en avril, le Congrès américain en arrivait à une conclusion similaire puisqu'il disait que [traduction libre] « le gouvernement chinois peut désormais choisir les pays étrangers auxquels il enverra des fournitures médicales, selon ses calculs politiques. »

Il ajoute également que la Chine a augmenté sa production d'ÉPI tout en interdisant les exportations et en augmentant les importations.

Dans une entrevue, le député conservateur Erin O'Toole a dit que ses sources, tout comme celles de M. Guajardo au Mexique et aux États-Unis, lui avaient transmis en janvier les mêmes avertissements en ce qui concerne les achats d'ÉPI par la Chine.

M. O'Toole a déclaré savoir « pertinemment » que de hauts fonctionnaires canadiens avaient été avertis en janvier que la Chine accumulait de grandes quantités d'ÉPI. Mais au lieu de répondre à la menace, le gouvernement canadien a plutôt expédié 16 tonnes d'équipement de protection en Chine.

M. O'Toole estime que les méthodes utilisées par Beijing pour obtenir l'ÉPI et la réponse du Canada doivent faire l'objet d'une vaste enquête nationale lorsque les risques pour la santé liés au coronavirus auront finalement diminué.

« Le Parti communiste de Chine a volontairement caché de l'information sur une épidémie pendant des semaines, voire des mois », a déclaré M. O'Toole. « Non seulement cela a donné au monde moins de temps pour réagir, mais cela a également minimisé la gravité potentielle de la menace. Les pays n'ont pas pris de décisions concernant les interdictions de vol et (la protection) des entrepôts d'ÉPI. »

Invité par Global News à répondre à l'affirmation de M. O'Toole, un porte-parole de Santé publique Canada a déclaré que c'est en janvier que les fonctionnaires ont commencé à surveiller le coronavirus en Chine et « a commencé à collaborer avec Services publics et Approvisionnement Canada afin d'obtenir les fournitures nécessaires pour répondre à une écloison possible au Canada. »

Des courriels internes de Santé publique Canada indiquent que le 31 janvier dernier, la ministre Patty Hajdu avait approuvé un don d'ÉPI à la Chine, don provenant de l'équipement conservé dans la réserve d'urgence du Canada, ce qui incluait « des produits qui viendraient à expiration en février et en mars ». Le courriel précise également que la ministre ne croyait pas que ce don aurait pour effet de compromettre l'approvisionnement du Canada en ÉPI.

La semaine dernière, le premier ministre Justin Trudeau a reconnu que deux avions en provenance du Canada envoyés pour acheter de l'ÉPI en Chine étaient revenus vides.

M. Trudeau a cité la congestion dans les aéroports chinois et les restrictions qui ne permettent aux avions d'attendre les marchandises que pendant de courtes périodes, mais la Chine a qualifié la déclaration de M. Trudeau d'« inexacte ».

Les consulats et les associations communautaires chinois cités dans cet article n'ont pas encore répondu aux questions de Global News.

« Chaque Chinois qui est à l'extérieur du pays est un guerrier. »

Un examen des rapports officiels des médias d'État comme Xinhua, des pages Web de l'UFWD en Chine et des rapports de groupes communautaires sino-canadiens connexes a permis de voir des envois massifs d'au moins 100 tonnes d'ÉPI du Canada vers la Chine en janvier et en février.

Ces envois ont été organisés par l'entremise des consulats de Vancouver, de Toronto et de Montréal. À Vancouver et à Toronto, les associations commerciales officiellement liées à l'UFWD semblent avoir pris les devants dans la campagne mondiale en faveur des masques N95, ce qui a également assuré la sécurité et l'expédition d'ÉPI d'autres pays vers la Chine.

Un rapport du 2 février diffusé par Xinhua documente une facette de l'opération mondiale à laquelle ont participé des millions de migrants du sud de la Chine, soit dans la région du Fujian. Le rapport, intitulé « Every overseas Chinese is a warrior » (Chaque Chinois qui est à l'extérieur du pays est un guerrier), regorge de descriptions militaristes qui ressemblent fortement à de la propagande.

[traduction libre] « L'épidémie menaçante est arrivée soudainement. Mais la force majestueuse vient du personnel médical de première ligne, des membres et des cadres du parti, du peuple, des Chinois de la région du Fujian et des Chinois qui se trouvent à l'étranger », précise le rapport rédigé par Xinhua. « Les Fujian de douzaines de pays répartis sur cinq continents se sont joints à cette bataille invisible... ils ont voyagé jour et nuit et ont fait une course contre la montre pour envoyer des lots de fournitures rares à la mère patrie. »

Le rapport porte notamment sur la Chambre de commerce FuQing de Toronto. Il s'agit de l'un des groupes qui ont déjà pris part à un rassemblement contre la démocratie organisé par le Front uni à Markham, en Ontario, à l'été 2019.

Selon le rapport diffusé par Xinhua, le président de la chambre de commerce de FuQing se serait même rendu en Chine en janvier avant le Festival du printemps en Chine.

Mais après « avoir constaté que les fournitures se faisaient rares, il serait rapidement monté à bord d'un avion à destination de Toronto pour participer à l'achat (de masques) », précise le rapport.

Le rapport ne fait cependant aucune mention des risques associés à la COVID-19 que courait le président de la chambre de commerce de FuQing qui a pris l'avion de la Chine à destination de Toronto lors du Festival du printemps, au moment même où le gouvernement chinois aurait émis des avertissements dans le pays afin d'indiquer que le risque de propagation de la pandémie était élevé. Rien n'indique cependant que le président de la chambre de commerce de FuQing était au courant des risques de pandémie lorsqu'il a effectué son voyage puisque ni le Canada ni l'Organisation mondiale de la santé n'avaient encore déconseillé les voyages entre la Chine et le Canada.

Selon le rapport diffusé par Xinhua, que Global News n'a cependant pas pu vérifier de manière indépendante, lorsque le président de la chambre de commerce a atterri à Toronto par -25 °C, il aurait immédiatement pris place dans un véhicule et se serait rendu au siège social de la chambre de commerce de FuQing et aurait alors ordonné aux membres d'« acheter de l'équipement de protection individuelle en grande quantité et d'agir dès maintenant! »

« Immédiatement après cette déclaration, près d'une centaine de Chinois qui vivent à l'étranger se sont présentés dans les locaux de la chambre de commerce », indique le rapport Xinhua.

Dans les jours qui ont suivi, 200 membres de la Chambre de commerce de FuQing se sont déplacés dans tout l'Ontario pour acheter des fournitures médicales, indique le rapport, alors qu'en Chine, un fonctionnaire « travaillait avec le United Front Work Department du Fujian, et les douanes du Fujian » et diverses compagnies aériennes chinoises pour pouvoir recevoir « les fournitures médicales en provenance du Canada ».

Le rapport de Xinhua précise que les membres de la Chambre de commerce FuQing de Toronto ont ensuite expédié l'ÉPI en Chine par l'intermédiaire du United Front Work Department.

Il nous a été impossible d'obtenir les commentaires du président de la Chambre de commerce de FuQing.

Les rapports faisant état d'importantes livraisons d'ÉPI en provenance de Toronto sont corroborés par les rapports du bureau de Toronto de Hainan Airlines (HNA).

Ils indiquent que le 25 janvier, HNA a « répondu à l'appel de l'État » et envoyé de nombreux chargements d'ÉPI en Chine, des chargements qui avaient été donnés par « des ministères étrangers, des organismes de bienfaisance, des organisations sociales et des Chinois qui se trouvent à l'extérieur du pays ». Selon les rapports, à la mi-février, HNA aurait déclaré avoir expédié 56 tonnes d'ÉPI de Toronto vers la Chine.

Entre-temps, le 26 janvier, le consulat général de la Chine à Montréal a mis sur pied une équipe d'intervention d'urgence en cas d'épidémie afin d'obtenir de l'ÉPI pour la Chine et [traduction libre] « communiqué avec plus de 10 représentants du gouvernement canadien de trois paliers différents ».

Selon des rapports de l'État chinois, le consulat de Montréal aurait aidé des entreprises et des groupes de Chinois et d'étudiants qui vivent à l'étranger à expédier plus de 30 tonnes de masques et de vêtements de protection à différentes villes de Chine.

Selon ces mêmes rapports, le 23 janvier à Vancouver, Yongtao Chen, promoteur immobilier et président de la Canadian Alliance of Chinese Associations (CACA), aurait été avisé par le consulat chinois du besoin criant d'ÉPI à Wuhan.

Selon Chen Yonglin, un ancien diplomate chinois qui a fait défection en Australie, la CACA est un groupe « de contrôle » du Front uni au Canada.

Selon la 2018 U.S.-China Economic and Security Review Commission, la CACA est également membre du Overseas Chinese Affairs Office de l'UFWD, un organe utilisé par Beijing pour influencer la diaspora chinoise.

Selon un rapport publié le 31 janvier sur un site Web lié à la CACA, les dirigeants de la CACA auraient participé, avec le consulat de Vancouver, à un groupe WeChat visant à répondre à l'épidémie afin de recueillir des fonds et d'organiser l'achat d'ÉPI au Canada et ailleurs.

« Cette réunion conjointe aurait permis d'obtenir par divers moyens des vêtements de protection, du désinfectant, des masques et d'autre équipement de protection, en plus de prendre des dispositions pour les expédier à Wuhan », indique le rapport.

Les enquêtes du SCRS et de la GRC

Au moins un des groupes dirigés par Vancouver qui semble être impliqué avec la CACA dans la campagne d'achat d'ÉPI pour de Beijing, la Guangdong Overseas Chinese Federation, comprend des personnes sur lesquelles des enquêtes canadiennes de sécurité nationale et d'application de la loi ont déjà porté, selon des sources qui connaissent bien les dossiers de la GRC et du SCRS. Nous n'avons pas pu obtenir les commentaires des dirigeants de la fédération.

Un rapport publié le 23 mars par la All-China Federation of Returned Chinese Overseas a décrit les efforts déployés par la fédération du Guangdong, qui compte des membres dans 131 pays. Selon ce rapport, Ruji Feng, le dirigeant de la fédération Guangdong et président de la Canada Chao Shan Association de Vancouver, aurait dit que [traduction libre] « les collectivités locales collaborent activement avec les ambassades et les consulats pour faire la promotion auprès de tous les groupes communautaires chinois à l'extérieur du pays et communiquer avec eux afin qu'ils puissent préparer diverses fournitures médicales ».

Le rapport indique également que le groupe de Feng a également aidé la CACA à expédier par avion 60 boîtes contenant de l'équipement de protection, de Manille, aux Philippines, jusqu'en Chine.

Un homme qui a répondu au numéro de téléphone de Canada Chao Shan à Vancouver a déclaré à Global News qu'il n'était pas lié à l'association et qu'il ne pouvait pas trouver de directeurs pour commenter cette histoire.

Une vérification effectuée par Global News dans les dossiers bancaires extraterritoriaux associés aux Panama Papers et les dossiers des tribunaux criminels et civils de Colombie-Britannique montrent que certains membres de Canada Chao Shan, qui se trouvent majoritairement à Vancouver, même si quelques-uns se trouvent aussi dans le sud de la Chine, sont associés à des activités financières clandestines présumées.

Selon les casiers judiciaires de la Colombie-Britannique, Xun Chuang, un membre de l'association qui vit à Vancouver, a été condamné en 2003, à une peine d'emprisonnement avec sursis de 18 mois en raison d'accusations de production de stupéfiants, en plus de ne pas avoir le droit de posséder d'armes à feu pendant 10 ans. Selon les documents déposés et les documents sources de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, Xun Chuang et son adresse en tant que représentant de Canada Chao Shan ont des liens avec les suspects visés par l'enquête e-Pirate de la GRC, la plus importante enquête jamais menée au Canada sur le blanchiment d'argent dans les casinos et les banques clandestines.

Nous n'avons pas pu obtenir les commentaires de Xun Chuang, même après avoir communiqué avec le cabinet d'avocats qui s'est occupé de l'une de ses affaires de prêt immobilier. Il n'a pas été nommé comme suspect ou accusé dans l'enquête sur e-Pirate.

Les suspects liés à Xun Chuang étaient présumément impliqués dans des opérations de prêt immobilier et de prêt usuraire associé aux casinos et liés au trafic de drogue et à des systèmes bancaires clandestins à Richmond, en Colombie-Britannique, et sur le continent chinois.

Cependant, les accusations de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale découlant de l'enquête e-Pirate ont été suspendues avant que les suspects ne soient traduits en justice en raison d'erreurs de divulgation de la preuve par les procureurs fédéraux. Les allégations n'ont donc pas été prouvées.

Le groupe, Canada Chao Shan, et certains associés au groupe sont cependant connus des agents du SCRS, comme nous l'a indiqué une source dont l'identité n'a pu être confirmée.

Selon un rapport du Congrès américain, de nébuleux réseaux semblables au front uni ont déjà fait l'objet d'enquêtes en Australie et c'est notamment ce qui a poussé le gouvernement australien à interdire les exportations d'ÉPI le 29 mars après que plusieurs promoteurs immobiliers chinois aient envoyé plus de 82 tonnes d'ÉPI en Chine.

Selon le Sydney Morning Herald, l'un des groupes du front uni du sud de la Chine impliqué était lié à des allégations de crime organisé et à des activités suspectes de type « voyages dans des casinos ».

Selon les archives des réunions de l'UFWD chinois, les groupes du Guangdong et du Chao Shan United Front qui sont actifs en Australie ont également des liens avec des chefs de groupe canadiens. Xiangmo Huang, un leader éminent du front uni de la fédération Guangdong, promoteur immobilier milliardaire et client haute mise dans les casinos, a même été expulsé de l'Australie en 2018 pour des raisons de sécurité nationale.

Alex Joske, expert du front uni et chercheur à l'Australian Strategic Policy Institute, dit que la Federation of Returned Chinese Overseas de la Chine, dont font partie les fédérations du Guangdong que l'on retrouve au Canada et en Australie, est un élément de plus en plus important de la stratégie de contrôle de la diaspora du front uni du président chinois Xi.

M. Joske a également dit à Global News que le Parti communiste chinois utilisait le crime organisé et les groupes du front uni à des fins stratégiques à l'étranger.

« En Australie, nous avons remarqué un chevauchement entre les opérations d'influence politique, les organismes de renseignement et le crime organisé », a ajouté M. Joske. « Par exemple, un exploitant de voyages dans des casinos et une figure criminelle présumée qui dirige aussi des groupes qui font rapport au United Front Work Department et recueillent des renseignements sur les politiciens. »

Jonathan Manthorpe, auteur canadien et expert du front uni, a déclaré qu'on croit qu'Ottawa a bloqué les visas de 200 agents de la fédération Guangdong qui voulaient visiter Vancouver en 2018, pour des raisons de sécurité nationale. Toutefois, le SCRS n'a pas voulu confirmer à Global News s'il avait ou non conseillé à Ottawa de bloquer ces visas.

Dans une entrevue, M. Manthorpe a dit à Global News que Xi avait considérablement augmenté les ressources du front uni, ce que Xi voit comme une « arme magique ».

« En un mot, le United Front Works Department est une opération de guerre politique », a déclaré M. Manthorpe. « Il est présent dans toutes les ambassades et dans tous les consulats du Canada. »

Et les agents du front uni qui se trouvent dans les différents consulats chinois partout dans le monde créent et contrôlent des « groupes apparemment inoffensifs, dont la plupart sont intégrés dans des communautés chinoises ethniques non seulement au Canada, mais aussi dans tous les pays où vit maintenant la diaspora chinoise qui compte environ 50 millions de personnes », a dit M. Manthorpe.

M. Manthorpe affirme également qu'un aspect particulièrement troublant de la mobilisation de masse des immigrants chinois pour la collecte d'équipement de protection par le front uni est la « capacité du Parti communiste chinois à faire preuve de discipline et à exiger une loyauté patriotique ».

« Pour moi, il est tout à fait inadmissible que des Canadiens soient intimidés et soumis à des pressions dans leur propre pays par des agents étrangers », a déclaré M. Manthorpe. « Ce sont des attaques contre notre souveraineté, contre notre intérêt national et contre nos citoyens. Nous ne devrions pas permettre cela. »

Les autorités chinoises ont cependant réfuté les critiques selon lesquelles le pays avait accaparé tout l'approvisionnement mondial en équipement de protection individuelle, affirmant qu'après que la Chine ait réussi à vaincre la menace que présentait le coronavirus pour le pays, les groupes du front uni, y compris les membres de la Fédération du Guangdong, distribuaient maintenant l'ÉPI à d'autres pays et aux « Chinois qui se trouvent à l'extérieur du pays. »

Comme l'indique un rapport du UFWD en date du 23 mars, « à l'heure actuelle, la Guangdong Overseas Chinese Federation coordonne activement un groupe chargé de remettre des masques et d'autre équipement de protection contre les épidémies à différents groupes de Chinois qui vivent dans des régions où l'on voit encore un taux élevé d'éclosions, comme en Italie, en Espagne, aux États-Unis, au Pérou et au Royaume-Uni, afin d'aider à résorber la pénurie actuelle d'équipement pour faire face à l'épidémie en fournissant de l'équipement aux Chinois qui vivent à l'extérieur du pays ».

Bien que selon M. Manthorpe, le SCRS s'intéresse depuis 1998 aux membres du White United Front, les réseaux se sont multipliés au Canada sous le régime de Xi.

Et le niveau de menace actuel a ainsi été résumé dans un rapport du SCRS de 2018 qui dit que « Cette stratégie intègre la collaboration des élites, la gestion de l'information, la persuasion ainsi que l'accès à des informations et à des ressources stratégiques. Elle a aussi souvent servi à faciliter des activités d'espionnage. »

La Chine ne reconnaît pas que son front uni est utilisé à des fins d'espionnage, et les représentants des consulats chinois au Canada n'ont pas répondu à nos questions.

John Townsend, le chef du service des relations avec les médias du SCRS, n'a pas répondu directement à la question de savoir si l'organisme de sécurité nationale pourrait enquêter sur les opérations d'exportation d'ÉPI impliquant des groupes du front uni au Canada, comme Canada Chao Shan.

« En vertu de notre loi, le SCRS a le mandat clair d'enquêter sur l'espionnage et le sabotage, le terrorisme, l'ingérence étrangère et la subversion, et nous continuerons d'utiliser nos pouvoirs juridiques pour veiller à ce que le gouvernement du Canada reçoive des renseignements sur ces questions cruciales », a-t-il dit.

Sabrina Kim  
Issues Advisor / Conseillère en enjeux  
Office of the Prime Minister/ Cabinet du premier ministre  
613-795-7803